Editorial paru dans « Eléments » (avril 2005)

L'AMERIQUE QU'ON AIME

Il se déroule dans certains milieux un débat, embarrassé et un peu ridicule, sur la question de savoir qui est l'« ennemi principal ». Ceux qui prennent part à ce débat commettent régulièrement deux erreurs. La première consiste à croire que l'ennemi principal est celui qu'on déteste le plus, celui dont on se sent plus éloigné ou avec lequel on a le moins d'affinités. Erreur de méthode que Mao Zedong, en son temps, avait déjà stigmatisée. La vérité est plus simple : parmi tous les ennemis possibles, l'ennemi principal est tout simplement celui qui dispose des moyens les plus considérables pour nous combattre et nous contraindre à sa volonté, c'est-à-dire celui qui est le plus puissant. De ce point de vue les choses sont claires : l'ennemi principal, sur le plan politique et géopolitique, ce sont les Etats-Unis d'Amérique.

La seconde erreur, plus ravageuse encore, consiste à assimiler l'ennemi principal à un ennemi absolu. Cette erreur-là, qui est le propre des esprits totalitaires (ou religieux), relève clairement de l'impolitique. En politique, il n'y a pas – ou plus exactement, il ne devrait pas y avoir – d'ennemi absolu. Un ennemi politique n'est pas une figure du Mal. Il est un adversaire du moment, qu'on peut combattre avec acharnement, mais avec qui il reste toujours possible de faire un jour la paix. Croire que l'ennemi principal est un ennemi absolu revient à s'engager dans une voie métaphysique et morale, où l'ennemi devient nécessairement un coupable, qu'il faut non seulement vaincre mais punir, le représentant d'un mal qu'il faut éradiquer, un être d'emblée placé hors humanité. C'est ainsi, précisément, que raisonnent les Américains, pour qui la guerre s'apparente toujours à la croisade. Rien n'oblige à agir à leur endroit de la même façon. Même s'ils sont l'ennemi principal, il n'y a pas lieu de les diaboliser. La preuve : il y a aussi une Amérique qu'on aime.

Cette Amérique-là n'est évidemment ni celle du Capital ni celle des « nativistes » chauvins, des télévangélistes fondamentalistes et des créationnistes délirants. Ce n'est ni celle du New Deal ni celle du maccarthysme. Ce n'est pas non plus celle des « golden boys », des « winners » et des « money makers », ni celle des « red necks » et des

vétérans du Vietnam, moins encore celle des majorettes, des « bimbos » et des « body-builders ». Pour ne rien dire de la bande d'illuminés mystiques, de criminels de guerre et de tueurs en série qui forment aujourd'hui l'entourage de George W. Bush.

L'Amérique qu'on aime a des facettes ou des visages bien différents. D'abord une immense littérature : de Mark Twain et Jack London à Herman Melville, Edgar Poe, Howard Phillips Lovecraft, John Dos Passos, William Faulkner, Henry Miller, John Steinbeck, Ernest Hemingway et tant d'autres. Ensuite bien sûr le grand cinéma américain, avant que celui-ci ne dégénère en une débauche d'effets spéciaux et de niaiseries stéréotypées. Le jazz, aussi, qui a sans doute été la seule vraie création culturelle de ce pays. L'Amérique des vastes étendues naturelles et des petites communautés humaines. Celle qu'évoquent, à des titres si divers, les noms de Jefferson Davis et de Scarlett O'Hara, de Thomas Jefferson et de Ralph Waldo Emerson, de Henry David Thoreau et d'Aldo Leopold, de Sacco et Vanzetti, du jeune Elvis Presley et de Ray Charles, de H.L. Mencken et de William Burroughs, de Jack Kerouac et de Bob Dylan, de Cassius Clay et de Woody Allen, de E.F. Schumacher et de Christopher Lasch, de Susan Sontag et de Noam Chomsky.

Ajoutons que, dans le domaine des idées, les Etats-Unis ne sont pas seulement le pays où les grandes Universités offrent des conditions de travail dont on peut en Europe seulement rêver et où, malgré le « politiquement correct », règne une liberté d'expression que nous ne connaissons pas (ou plus). On y est également frappé de la qualité des débats d'idées et, dans le domaine de la science politique par exemple, par la façon dont nombre d'auteurs s'appliquent à penser leurs doctrines en partant des fondements – tout à l'opposé d'une France où la science politique, quasiment en voie de disparition, se ramène pour l'essentiel à la météorologie électorale. Sur les notions de fédéralisme, de « populisme » et de communauté, l'apport théorique des Américains a d'ailleurs été considérable.

Mais il y a le revers de la médaille. Les Etats-Unis se sont voulus dès l'origine porteurs de la notion de liberté. C'est une notion positive, qu'ils ont immédiatement comprise comme signifiant que « chaque citoyen est roi ». Elle a chez eux donné le meilleur : l'enthousiasme qui découle de la possibilité d'agir sans entraves, la volonté créatrice et l'idéal d'autonomie (la self-reliance), la création de petites communautés d'hommes libres échappant à tout despotisme (ce que Maritain appelait le « sens du compagnonnage humain »). Elle a aussi donné le pire, quand elle s'est renversée en simple égoïsme, en glorification de l'affairisme et du désir d'argent – qui est le désir standardisé par excellence –, voire en alibi de nouvelles formes de conquête et d'oppression. Le pragmatisme, parallèlement, s'est transformé en pur matérialisme, en culte de la performance et du succès (William James disait : « Donnez-moi quelque chose qui assure le succès [...] et tout homme raisonnable adorera cette

chose »), en optimisme technologique, en adoration du confort et des commodités (« l'idéal animal » dont parlait Keyserling), en fierté arrogante d'avoir rempli le monde d'objets nouveaux. Et l'esprit de communauté a dégénéré en uniformité mentale (like-mindedness), en ce conformisme d'une extraordinaire vulgarité qu'avait déjà constaté Tocqueville.

La tare originelle de l'Amérique, dont l'histoire se confond avec celle de la modernité, est de s'être construite pour l'essentiel à partir de la pensée puritaine et de la philosophie des Lumières. D'où cette prétention à ne pas avoir d'ancêtres, cette volonté déjà proclamée par Thomas Paine dès 1776 de « commencer le monde à nouveau » sous le regard de Dieu, cette constante obsession de la nouveauté, cette inaltérable croyance au progrès (l'idéal de l'illimité). Et d'autre part, cette idéocratie messianique qui tend à regarder les Etats-Unis comme une nouvelle Terre promise et le reste du monde comme un espace imparfait qui doit se convertir au mode de vie américain pour devenir à la fois compréhensible et conforme au Bien. Cet objectif de réaliser une société idéale, qui serait un modèle pour l'humanité et dont l'adoption par tous les peuples mettrait fin à l'histoire. « Depuis toujours, écrit Francis Fukuyama, les Américains ont considéré leurs institutions politiques, non comme de simples produits de leur histoire, adaptés exclusivement aux peuples de l'Amérique du Nord, mais comme l'incarnation même de certains idéaux et aspirations universels destinés à s'étendre un jour au reste du monde ». Les valeurs américaines, ajoute Samuel Huntington, sont fondées sur « le protestantisme, l'individualisme, la morale du travail et la croyance que les hommes ont la faculté de créer un paradis sur terre ».

En 1863, dans La vie sans principe, Thoreau écrivait : « Les moyens de gagner de l'argent vous entraînent presque sans exception vers le bas ». On voit le chemin parcouru. Il y a une autre Amérique.

Robert de HERTE